



FIL D'ACTU DU SECTEUR FONCTION PUBLIQUE

Édition du 16 avril 2019

Jusqu'à l'été : entrons en résistance contre le projet de loi de « transformation » de la Fonction Publique

Le match n'est pas joué...

...mais il n'y aura pas de match retour...

...juste des prolongations avec la réforme des retraites !

Pourquoi RESISTER ?

Les certitudes et l'arrogance du gouvernement ont déjà trouvé quelques limites, confrontées à la réalité sociale du moment qu'il a lui même généré.

Douanes, Éducation Nationale, Pénitencier...là où il y a mobilisation visible et gênante, il y a recul ou avancée c'est selon.

Alors qu'attendons-nous ?

Pourquoi résister MAINTENANT ?

Le projet de loi « TFP » contient tous les ingrédients pour que nous, agents de ministères « techniques », **soyons la dernière génération de fonctionnaires exerçant leurs missions** (pour s'en convaincre, décryptage [ici](#)).

Cela ne concerne pas que les générations futures, toute mission privatisée ou exercée en Établissement Public ayant vocation à ne plus être exercée par un fonctionnaire.

Il constitue **le bras armé du plan de suppression de 120 000 postes** d'ici 2022.

Il détruit les lieux de défense individuelle garantissant des droits collectifs.

Il vise à **affaiblir la représentation et les moyens des OS**.

Si ce projet passe en l'état, **il y aura un avant...et un après pas très réjouissant** pour les derniers Mohicans fonctionnaires, ni pour les générations futures de contractuels précaires !! **Un après rimant avec France Télécom 2022 !!!**

Sans résistance visible et tangible, le signal sera de plus « feu vert » pour la réforme des retraites « à points » et « plus vieux ».

Pourquoi résister, c'est aussi défendre LA BOUTIQUE ?

Des annonces saignantes « AP 2022 repeinte en jaune » dans les tuyaux sur nos missions et nos services :

- Routes nationales vendues aux sociétés d'autoroute ou transférées aux collectivités dans un nouvel acte décentralisateur ?
- Dé-navigation massive à VNF ?
- Poursuite de la cure d'austérité ++ à Météo-France et au Cerema ?
- Suppression des laboratoires d'hydrobiologie des DREAL ?
- Abandon de la tutelle de nos écoles et centres de recherche ministériels dans les communautés d'université ?
- Nouvelles suppressions d'emplois dans les Parcs nationaux pour afficher la création d'un 11ième parc
- Fusion AFB/ONCFS orientée pour satisfaire les lobbys

- Remise en cause du droit de grève à la DGAC ?
- Transfert des inspecteurs des sites sous l'autorité des préfets de département ?
- Suppression massives de missions maritimes et restructurations qui vont avec ? Transfert de missions à la marine nationale ?
- Abandon pur et simple de toutes les missions de partenariat avec les collectivités (urba, planification, taxes d'urbanisme, logement...)...et abandon des personnels des DDT(M) en rase campagne !
- Nouvelle vague décentralisatrice au bénéfice des régions notamment...d'où retrait des DREAL de tout sujet dit « doublon » (transports, environnement, climat, logement...) ?
- Remise en cause du temps de travail des fonctionnaires et des conditions de compensation des heures supplémentaires (le rapport IGF de mars 2019 demande un alignement sur le moins disant!)...alors que les agents de nos ministères ont fait 1 million d'heures sup gratuites en 2016/2017 !
- Transfert des SG des DDI en préfecture avant celui des directions régionales, et prise en main de la gestion des agents par le ministère de l'Intérieur

Tout ceci n'est pas de la fiction... tout ceci mis bout à bout, que restera-t-il demain des ministères de l'Écologie, des Transports et de la Cohésion des Territoire ? **Pas grand-chose...**

Quels MOYENS possibles pour résister ?

- La grève et l'action le 9 mai à l'appel unitaire de l'ensemble des 9 OS de la FP (consultable [ici](#)) pour exiger le retrait du projet de loi. Un préavis de grève a été déposé par la FEETS-FO auprès du MTES (consultable [ici](#)). **Le taux de gréviste par rapport aux effectifs PRÉSENTS sera déterminant !** Mais ce n'est qu'une étape...
- **La mise en place d'actions dans la durée et dans chaque service/EP** jusqu'à la conclusion du débat parlementaire avant l'été (plan à arrêter par chaque cartel en fonction du contexte et dans le cadre adapté – HMI, AG, tour des bureaux...) :
 - organisation de « journées mortes » pour l'ensemble d'un service ou une partie de service particulièrement menacé (cf ci-dessus). En fonction des remontées terrain, possibilité d'actions et de mots d'ordre nationaux (journée « SG morts » en DDT par exemple) avec information actions visibles en externe
 - actions de blocage dans les services ayant un impact sur l'économie/transports
 - respect strict de la réglementation relative à l'hygiène et à la sécurité
 - droit d'évocation systématique auprès de la chaîne hiérarchique sur chaque dossier instruit (pour être sûr d'avoir pris le temps nécessaire à l'instruction et d'avoir respecté la réglementation)
 - mise en place de messages automatiques sur les messageries
 - mise en place d'affiches sur les portes de chaque bureau
 - opérations de tractage/casse croûte devant les services, les préfectures ou tout autre lieu permettant de toucher le grand public
 - opérations « plages fixes et pas plus » (ne plus répondre au téléphone ni aux mails, en quittant les réunions...), arrêt de l'activité dès que la barre des 35h est atteinte au compteur (action déjà engagée en administration centrale)
 - et toute autre bonne idée !!!!

En fonction de vos remontées , la fédération pourra vous apporter l'appui nécessaire (préavis de grève, supports, modèles...).

Résister, c'est plus fatigant que de laisser faire ou collaborer...mais c'est notre responsabilité !!

Nos anciens et nos successeurs nous regardent...